

## **Bolivie : polarisation rampante**

vendredi 22 septembre 2006, par [DO ALTO Hervé](#) (Date de rédaction antérieure : 21 septembre 2006).

**Le gouvernement d'Evo Morales est confronté à une offensive majeure de la droite, qui met à mal la nationalisation des hydrocarbures et le processus constituant.**

Avec la démission du ministre des Hydrocarbures, le militant nationaliste Andrés Soliz Rada, le 15 septembre 2006, tout le processus de nationalisation des hydrocarbures boliviens est en panne. À l'origine de cette situation, qui représente la première crise d'ampleur pour le gouvernement d'Evo Morales, l'adoption par Soliz, mardi 12 septembre, de la résolution 207/2006, qui visait à rendre effective la prise de contrôle par l'État de deux raffineries de pétrole appartenant à la compagnie brésilienne Petrobras. Le président brésilien, Lula da Silva, ne tarda pas à répliquer : deux jours plus tard, il annonça une série de représailles contre la Bolivie, à commencer par la rupture de la négociation de l'augmentation du prix du gaz bolivien, prévue fin septembre.

Soumis parallèlement aux menaces de Petrobras de se retirer du territoire bolivien en cas d'adoption définitive de la mesure, le gouvernement décida finalement de « congeler » ladite résolution, désavouant de la sorte un Soliz quasiment contraint à présenter sa démission le lendemain, au grand dam des organisations sociales boliviennes, dont certains membres du Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti de Morales, pour qui ce départ constitue un signe inquiétant quant à l'évolution de la nationalisation.

Indéniablement, cette situation vient renforcer un sentiment de crise plus général, alimenté par l'impasse dans laquelle se trouve l'Assemblée constituante depuis sa mise en place, le 6 août dernier. Au centre de la querelle se trouve le mode d'adoption des articles de la future Constitution, le MAS défendant une adoption à la majorité simple - dont elle dispose - tandis que l'opposition prend partie pour une majorité des deux tiers. Après plus d'un mois d'existence, la Constituante demeure paralysée du fait d'un conflit dont la droite s'est emparée pour tenter de se réarticuler. Ainsi, les comités civiques<sup>1</sup> des régions de Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando, soutenus par le principal parti de droite, Podemos<sup>2</sup>, convoquèrent une première « grève civique », début septembre, en faveur des deux tiers, qui donna lieu à des scènes surréalistes de cortèges de classes moyennes subissant la répression de la police.

La tension qui s'est emparée de l'Assemblée a failli tourner au drame, le 30 août, lorsque l'opposition décida de se retirer pour une durée indéterminée : la sortie mouvementée des constituants de droite s'est conclue par une bousculade au cours de laquelle le leader du MAS à l'Assemblée, le dirigeant paysan Román Loayza, chuta d'un balcon, ce qui lui valut de demeurer dans le coma plusieurs jours durant.

Face à cette situation, nombreuses sont les organisations sociales qui se sont déclarées en « état d'urgence », certaines se déplaçant même jusqu'à Sucre<sup>3</sup>, comme les cocaleros, pour exercer une « vigilance » sur les constituants. Cette mobilisation ne saurait pourtant cacher la croissante fracture existant au sein du groupe de constituants du MAS, qui n'est pas sans rappeler les clivages apparus au cours du débat sur les autonomies : certains, principalement issus des classes moyennes urbaines, considèrent en effet que la majorité simple ne mérite pas de mettre en danger le processus

constituant, tandis que pour d'autres, le bloc paysan indigène en particulier, le risque existe que la Constituante soit réduite à une simple réforme sans cette même majorité.

Sans doute, les jours à venir permettront-ils d'y voir plus clair sur l'orientation que prendra ladite « révolution démocratique et culturelle », une révolution mise en péril par ses ennemis déclarés autant que par les divisions émergeant entre ses partisans .

### **Notes**

1. Comités regroupant les organisations patronales et sociales au niveau départemental.
2. Pouvoir démocratique social. 3. La deuxième capitale du pays.

---

### **P.-S.**

\* Paru dans Rouge 2173 du 21 septembre 2006.